



20 AOUT 2021

RAPPORT D'ÉVALUATION RAPIDE VBG
CAYES, SUD
MISSION DU 15 AU 20 AOUT, SUITE AU SEISME DU 14 AOUT
2021



Table des matières

Introduction	2
Objectif.....	2
L'évaluation avait les objectifs spécifiques suivants :.....	2
Méthodologie.....	2
Présentation des résultats	3
Les points de rassemblement	3
Sécurité des femmes et des filles.....	4
Perception des risques et de la sureté.....	4
Réponse à l'urgence.....	5
Disponibilité des services.....	5
Analyse et Recommandations	6
Recommandations pour le secteur protection et des actions à mener dans l'immédiat	7
Recommandations pour les bailleurs de fonds.....	7



Introduction

Le samedi 14 Aout 2021, un séisme de magnitude 7.2 sur l'échelle de Richter a frappé le Sud d'Haïti et engendré des impacts majeurs. A date, la perte en vie humaine est près de deux milliers, avec environ 300 personnes disparues et 7718 blessés¹ dont la plupart sont transférés dans les hôpitaux et centres de santé à Port-au-Prince. Aussi, on enregistre une perte énorme de bâtiments et infrastructures publics et privés².

Pour faire face à cette urgence humanitaire, UNFPA a initié cette évaluation rapide dans les zones affectées afin d'identifier les risques de protection des femmes et des filles spécifiquement violences basées sur le genre, pour une compréhension objective de la réalité et ensuite, élaborer une stratégie de réponse selon le résultat de l'évaluation. Loin d'être exhaustif, ce rapport présente les grandes lignes relatives à l'analyse, les résultats et les recommandations susceptibles de conduire à des actions pouvant aider à protéger les femmes et les filles affectées par le tremblement de terre.

Objectif

L'objectif général de l'évaluation rapide est d'avoir une vision d'ensemble des besoins spécifiques des femmes et filles en relation aux risques de la violence basée sur le genre en contexte humanitaire.

L'évaluation avait les objectifs spécifiques suivants :

- Evaluer les risques de sécurité dans les points de rassemblement et les besoins spécifiques des femmes et filles en relation aux risques de la violence basée sur le genre en contexte humanitaire ;
- Avoir un aperçu de la tendance VBG dans les communautés
- Faire le repérage rapide d'associations de femmes ou tout autre partenaire (potentiel) capable de mettre en œuvre des actions de prise en charge de GBV pour établir le système de coordination VBG ;

Méthodologie

Moins de quarante-huit heures après le tremblement de terre du 14 Août, une équipe de l'UNFPA était dans le Sud plus précisément aux Cayes prenant part aux discussions concernant la prise en charge des victimes du tremblement de terre au Centre d'Opération d'Urgence Départementale (COUD). L'équipe a démarré une évaluation rapide des violences basées sur le genre dans les zones touchées par le séisme. Comme méthodologie, l'équipe a priorisé les

¹ Chiffre du rapport de situation du COUD du 20 Aout 2021

² Voir le dernier rapport de situation soumis par la DPC du Sud



discussions et rencontres avec des informateurs.trices clés.es, des prestataires de services, des leaders étatiques et des observations directes, ce qui nous a permis de collecter des données qualitatives.

L'équipe était composée de la coordonnatrice départementale Sud du Ministère à la Condition Féminine et aux droits des femmes, la chargée de programme santé reproductive basée dans le Sud, le coordonnateur départemental du Ministère des affaires sociales et du travail, la responsable des droits de l'homme au BINUH, le chef de projet Fondation Terre bleue, la coordonnatrice de l'Association des femmes handicapées du Sud et la chargée de programme humanitaire et VBG de l'UNFPA.

Nous avons utilisé des outils d'évaluation standardisés en matière de VBG notamment (i) l'évaluation de la sécurité, (ii) cartographie des services et (iii) l'entretien individuel. Nous n'avons pas pu réaliser de focus group car le contexte ne le permettait pas. Ci-dessous, des informations sur notre échantillonnage :

- 10 points de rassemblement ont été évalués. Les membres des comités des points de rassemblement ont participé activement à cet exercice.
- 9 entretiens individuels ont été réalisés. Des responsables d'organisations, des leaders religieux, des leaders communautaires ont répondu à nos questions
- La cartographie de services a été réalisé avec la participation de 7 institutions dont trois organisations faisant la prise en charge psychologique et juridique et quatre (4) institutions sanitaires offrant la prise en charge médicale des violences sexuelles.

Présentation des résultats

Les points de rassemblement

Les décisions étatiques interdisent la formation des camps et des sites pour éviter la bidonvilisation et accélérer le processus de retour à la situation (normale) avant le tremblement de terre. Ainsi, on priorise les points de rassemblement dans les quartiers, regroupant les riverains d'une même zone, ayant des habitudes de vies et témoignant une solidarité dans ces moments difficiles.

Les dix (10) points de rassemblement que nous avons visités présentent les mêmes profils avec de spécificités proches. Les points de rassemblement³ n'ont pas de barrière de sécurité, pas d'éclairage la nuit, certaines filles/femmes utilisent le flash du téléphone pour se rendre à la toilette la nuit mais pas toujours évidente car il faudrait avoir l'électricité pour recharger la batterie. Les hommes, les femmes et les enfants sont logés ensemble dans la rue, dans une cour

³ Les points de rassemblement sont des espaces occupées par les gens. Ils peuvent être une cour d'école publique, un terrain vide ou une église. Ne voulant pas parler de camps ou de sites, c'est le nom utilisé pour désigner ces espaces occupés suite au tremblement de terre du 14 Aout 2021.



ou dans une salle. Les familles essaient du mieux qu'elles peuvent de garder les enfants auprès d'elles. Dans certains points de rassemblement, les gens sont entassés par manque de place au milieu de la rue sous des couvertures ou des bâches fraîchement distribuées par des organisations humanitaires. Le fait que la distribution n'a pas touché tout le monde peut être une source de frustration. Huit points de rassemblement sur 10 ont des points d'eau accessibles à tous. et à toute heure (pompe manuelle, l'eau de rivière, etc.) qu'on utilise pour la cuisson, le nettoyage et la douche, **cependant certaines femmes se plaignent d'avoir des signes d'infections vaginales après avoir utilisé l'eau de rivière. 7 points de rassemblement sur 10 n'ont pas de latrines, ceux qui en ont, ne sont pas séparés par sexe et sont sans éclairage. Dans les autres points de rassemblement, les gens défèquent en plein air, au bord de la mer ou dans la rivière. 8 points de rassemblement sur 10 n'ont pas de douche.** Les écoles ne sont pas ouvertes. Il n'existe aucune présence de police ou point de contrôle dans les périphéries des points de rassemblement. La présence policière est très limitée en terme d'effectif dans le département selon le commissaire de Police des Cayes.

Sécurité des femmes et des filles

Perception des risques et de la sureté

7 sur 9, soit la majorité de nos informateurs clés, identifient la violence domestique et la violence sexuelle dans la communauté sont les principaux problèmes que les femmes/filles font face dans la communauté. Quatre des points visités sont réputés être des bastions de viol, de vol avec un taux élevé de prostitution impliquant des filles de moins de 18 ans. Cependant, ils/elles ne pensent pas que les cas ont augmenté après le tremblement de terre, considérant que les gens sont à un stade de survie et ont leur focus sur l'assistance humanitaire. La totalité de nos informateurs identifient la violence physique comme défi majeur des hommes et des garçons au sein de la communauté, tandis que 2 ont aussi mentionné le vol à main armée. Les agressions sexuelles sont perpétrées surtout à l'endroit des femmes et des filles. Tous les informateurs ont convenu que les agresseurs sont des hommes de la communauté. De ce fait, ils/elles ne peuvent pas parler d'espace sécurisé, les risques sont permanents, surtout le soir.

A la question portant sur les mesures prises par la communauté pour garantir la sécurité des femmes et des filles, la majorité des informateurs mentionnent le partage d'informations sur les zones peu sûres, avec beaucoup de nuances vue que la sécurité n'est garantie nulle part. Les institutions travaillant pour garantir la sureté sont peu connues et sont insuffisantes pour couvrir les communes et certains quartiers précaires. Ils font mention du Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes, connu sous le nom de "Ministère des femmes" comme institution de protection. **Face au danger, les femmes limitent leurs déplacements et vivent avec l'idée qu'elles sont de potentielles victimes de violences n'importe quand et n'importe où.**

Les informateurs.trices clés.es sont unanimes que des efforts doivent être déployés à tous les niveaux pour faciliter le dialogue communautaire sur les aspects relatifs à la VBG, faire la



prévention et renforcer les institutions impliquées dans la prise en charge des victimes spécialement pour un appui juridique. **Car les victimes ne reportent pas les incidents par peur de représailles et les discriminations/stigmatisations entourant les agressions (des noms péjoratifs sont associés aux victimes qui le plus souvent laissent la communauté et s'isolent dans les zones les plus reculées).**

Réponse à l'urgence

Les personnes ayant participé à cet exercice dans huit (8) des sites que nous avons visités, rapportent n'avoir pas encore reçu l'aide humanitaire en date du 17 Aout 2021, par contre des actions sont menées par des particuliers notamment en fournissant la provision alimentaire. Pour les autres sites, les femmes et les filles ont reçu quelques kits d'hygiène en quantité minime par rapport aux besoins et quelques NFI kits. Des activités de sensibilisation sur la violence basée sur le genre et autres n'ont pas encore débuté.

A la question sur l'implication des femmes dans l'organisation des distributions, les informateurs.trices ont fait mention que jusqu'à présent, les ONGs/Agences organisent elles-mêmes les distributions. Les personnes affectées ne sont que des bénéficiaires. **En attente de l'intervention des acteurs de l'humanitaire, les listes de besoins sont formulées par les membres du comité où la participation des femmes est peu représentative, ou elles ne jouent qu'un rôle de secrétaire. Aucune action n'est entreprise pour l'heure en ce qui concerne la prévention des abus et exploitation sexuelle dans tous les points de rassemblement.**

Disponibilité des services

Dans les différents points de rassemblement que nous avons visité, Les comités essaient de s'organiser, de dresser la liste des familles présentes et éventuellement avoir des données désagrégées par sexe et âge pour partager avec les acteurs humanitaires pour des interventions.

Pour ce qui concerne la santé, jusqu'ici aucune intervention liée à la clinique mobile n'a été réalisée dans ces points de rassemblement. Ils/elles doivent se rendre à l'hôpital qui déjà regorge de victimes du tremblement de terre qui n'arrivent pas encore à avoir des soins dont nécessitent leurs cas.

Jusqu'avant le tremblement de terre, mis à part les services de prise en charge médicale fournis par les institutions sanitaires⁴, on avait seulement trois institutions à offrir l'assistance psychologique et juridique aux survivantes de VBG pour tout le département du Sud, a confié la coordonnatrice départementale Sud du MCFDF. Il s'agit du Réseau Sud pour la Défense des Droits Humains (RSDDH), Kòdinasyon Oganizasyon Fanm Sid (KOFASID) et le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF). Ces services fonctionnent sur la base de

⁴ Une liste des institutions sanitaires offrant des services VBG après le tremblement de terre en annexe



financement des Organisations Non Gouvernementales internationales. En cas de non financement, ces services ne sont plus disponibles.

Le MCFDF assure le soutien psychosocial et gestion des cas, des services juridiques, la protection/sécurité et la sensibilisation/prévention. Ces services fournis par des professionnels payés par *Femmes en démocratie*, une ONG nationale, ne sont plus disponibles car le bâtiment qui logeait les professionnels est endommagé par le séisme du 14 Aout.

Analyse et Recommandations

Une analyse des données collectées lors de cette évaluation rapide auprès de neuf (9) informateurs clés et 10 points de rassemblement, laisse comprendre que les violences physiques et sexuelles restent un défi majeur pour les femmes et les filles dans les points de rassemblement. Selon les informateurs.trices clés.es, les facteurs de vulnérabilités socio-économiques aigües et l'absence quasi-totale des normes de protection augmentent les risques et exposent une population composée en majorité de jeunes filles à toute forme de violence. Elles sont nombreuses à vivre au quotidien des situations difficiles. Cette situation, si elle persiste, peut conduire les femmes et les filles à des mécanismes de survie négatifs comme le sexe de survie. Cette même situation, par contre, peut conduire des hommes à devenir plus susceptibles à la violence au vu de leurs conditions devenant plus précaires. Dans deux des points de rassemblement visités notamment *ka Syèl, Nan ti kòk*, les filles de moins de 18 ans qui sont enceintes sont assez considérables, dans quelques cas, elles sont à leur deuxième grossesse. Cette triste réalité ne faisant pas partie des débats publics, mérite une intervention spécifique adressant les causes et une autre pouvant accompagner ces jeunes qui, sans un programme de renforcement de capacités professionnelles et économiques continueront à vivre dans la pauvreté.

Les services de prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre méritent d'être renforcés et sont en quantité insuffisante. Pour un département constitué de 20 communes, il n'y a que trois institutions de prise en charge juridique et psychosociale aux survivantes de VBG. Les organisations internationales intervenant dans la gestion des VBG doivent multiplier des efforts pour supporter la pérennisation des institutions offrant ces services même en situation d'urgence. Selon les directives du gouvernement en lien avec l'efficacité de la réponse à la crise, nous avons une opportunité par le biais du sous-secteur sur les VBG de renforcer le leadership du gouvernement au niveau national et des départements affectés. Pour ce faire, nous formulons les recommandations suivantes :



Recommandations pour le secteur protection et des actions à mener dans l'immédiat

- ✚ De concert avec le MCFDF, développer un plan de réponse permettant d'améliorer l'environnement immédiat des femmes selon les normes standards de protection VBG en situation humanitaire⁵. Des actions visant à mitiger les risques doivent faire partie du plan de réponse de tous les secteurs
- ✚ Renforcer un mécanisme de coordination avec le MCFDF
- ✚ Renforcer/Augmenter la disponibilité des institutions fournissant des services VBG. Il est crucial d'avoir des services disponibles et accessibles pour le suivi médical, psychologique et juridique. Notons qu'un manque de soins peut entraîner la mort d'une survivante de violence (physique et sexuelle).
- ✚ Mener des actions pouvant adresser la vulnérabilité des jeunes mères, survivantes de violence, les femmes enceintes et allaitantes, etc. Ces actions doivent viser un relèvement social et économique assurant l'autonomie financière des femmes et diminuer la tendance à la prostitution.
- ✚ Mettre en place un système de référencement accessible aux filles et aux femmes dans les points de rassemblement
- ✚ Réaliser des campagnes de sensibilisation sur des thèmes liés à la violence basée sur le genre dans les différents points de rassemblement.
- ✚ Continuer cet exercice d'évaluation pour les autres communes affectées, notamment les zones rurales fortement impactées par le tremblement de terre. Ce rapport reflète la réalité dans la grande ville.

Recommandations pour les bailleurs de fonds

En tant qu'interventions vitales, les mesures visant à lutter contre la VBG en situation d'urgence doivent figurer au premier plan dans les stratégies de financement humanitaire. Les bailleurs de fonds et OCHA doivent :

- ✚ *Mobiliser des ressources pour établir et/ou étendre les activités de coordination et réponse à la VBG.* Les représentants de bailleurs et des agences doivent attirer l'attention de la communauté des donateurs sur l'importance de fournir des ressources pour les interventions vitales en matière de violence basée sur le genre dès le début de l'opération — y compris pour la réponse et la coordination. Les bailleurs doivent être aussi sensibilisés sur les conditions de travail et des faibles capacités techniques et opérationnelles que se retrouvent ces départements affectés tant par la crise que par la démobilisation des ressources humaines.
- ✚ Plaider pour le respect des principes de protection humanitaire. Les efforts poursuivis par les acteurs humanitaires veillent à ce que les droits des personnes concernées et l'obligation de ceux qui doivent le faire respecter en vertu du droit

⁵ Guidelines IASC



international soient compris, respectés, protégés sans discrimination. Les bailleurs de fonds doivent nous aider à promouvoir une action de réponse coordonnée par le gouvernement haïtien en particulier le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes(MCFDF) qui est orientée vers la protection, axée sur les bénéficiaires tout en cherchant à prévenir, atténuer, ou mettre fin à des risques réels et potentiels ; y compris les risques de VBG.